

# *bac Blanquer* Une banque hors-sujet : stop aux E3C !

La banque nationale de sujets était présentée comme le gage officiel de l'égalité de traitement entre les candidats pour les épreuves communes de contrôle continu. Qu'en est-il en réalité ?

Le 15 novembre dernier sur France Info, le ministre de l'Éducation nationale osait un « nous sommes prêts » concernant la mise en œuvre des épreuves communes de contrôle continu (E3C) et ajoutant au passage que « tout un chacun » pourrait vérifier au 1<sup>er</sup> décembre la qualité de la banque nationale de sujets (BNS). En fait, il a fallu attendre une semaine supplémentaire pour découvrir les sujets et parfois bien davantage pour l'enseignement agricole ou les lycées français à l'étranger.

## Absence de confidentialité

Initialement prévu pour être ouvert à tous, l'accès à la BNS est finalement restreint au proviseur et aux enseignants que ce dernier habilite. Pourtant, les sujets sont téléchargeables et donc diffusables à n'importe qui. Quand on sait qu'en plus aucune mesure n'a été prise pour imposer la confidentialité aux concepteurs, on se dit que si le ministère avait voulu lui-même organiser les fuites, il ne s'y serait pas pris autrement. Dans ce cadre, quel sens donner au projet de décret qui établit une procédure « plus légère » (sic) pour la gestion de la fraude



Risque de fuites : le contenu de la banque nationale de sujets est téléchargeable, donc très facilement diffusable.

aux E3C, sans passer par la commission de discipline du baccalauréat ?

D'une matière à l'autre les sujets sont de qualité souvent discutable et surtout inégale. Visiblement, la procédure de vérification, si tant est qu'elle ait existé, a aussi été très légère. Beaucoup d'erreurs dans les sujets de mathématiques, mais surtout une absence de rigueur généralisée quant au respect des droits d'auteur ou de la neutralité commerciale. Face à cette situation où l'absence de diversité dans les sujets le dispute à l'indigence, les inspecteurs pédagogiques en sont maintenant réduits à transgresser la règle officielle et à recommander la modification de sujets, contraints et forcés par le choix réduit des possibilités. Que faire enfin face à des défauts majeurs de concep-

tion comme en maths où des parties entières de sujets de la voie technologique sont hors programme ? Des inspecteurs ont conseillé de neutraliser certains exercices pour l'évaluation et ainsi maintenir l'illusion du sujet traité dans son entier.

## Refuser les E3C

Si les proviseurs ont fait savoir qu'ils craignaient de ne pas être en mesure de mener à bien le processus, la FCPE demande un « ajournement » de la passation des épreuves tant que toutes les conditions pour la réussite des élèves ne sont pas garanties. Qui veut encore des E3C à part le ministre ?

Le SNES-FSU appelle à empêcher la mise en œuvre des E3C et à décider collectivement des modalités d'actions :

refus de choisir les sujets, de surveiller ou de corriger les épreuves.

En attendant, il appelle à signer et faire signer la pétition. ■ Claire Guéville



[www.snes.edu/Pour-la-suppression-de-la-premiere-session-des-epreuves-de-contrôle-continu-E3C.html](http://www.snes.edu/Pour-la-suppression-de-la-premiere-session-des-epreuves-de-contrôle-continu-E3C.html)

## Réforme du lycée et du bac

### Communiqué des associations

Seize associations membres de la conférence des associations de professeurs spécialistes demandent la remise à plat de la réforme du bac et des lycées dont ils pointent « les méfaits » et la mise en place « à marche forcée ».

Dans un contexte de désorganisation des établissements, d'évaluations permanentes, d'aggravation des inégalités, les associations alertent notamment sur la complexification du bac, les effectifs pléthoriques, les programmes chargés, l'absence de mathématiques dans le tronc commun, l'amoindrissement de la diversité linguistique, la fragilisation et la disparition programmée des options.

Elles constatent que la banque de sujets n'est pas prête, que les E3C rompent avec le principe d'égalité et dénoncent le « flou inadmissible » qui pèse sur le grand oral, la concurrence entre les spécialités, le problème de la co-intervention en série technologique et en lycée professionnel. Elles demandent à être reçues au plus vite par le ministre.